

LA SITUATION MISSIONNAIRE DANS LE CONTEXTE DES NOUVEAUX PAYS INDEPENDANTS

P. Jean-Pierre Tafunga

Introduction

A. DESCRIPTION DES CONTEXTES ET DEFIS

1. L'Afrique « indépendante » a trente ans
 - 1.1. Qui a lancé le mouvement?
 - 1.2. L'Afrique en miettes et en recherche d'unité
 - 1.3. L'aide qui vient de l'extérieur
 - 1.4. L'Afrique devra se débrouiller seule
 - 1.5. Assez de souffrances!
 - 1.6. Vers l'indépendance
2. Classes sociales et développement économique
 - 2.1. Secteur productif
 - 2.2. Secteur privilégié
 - 2.3. Commerçants exportateurs de capital
 - 2.4. Autres facteurs responsables de sous-développement
 - 2.5. Résultats désastreux
 - 2.6. Conséquence sociale de la crise économique:
Déstructuration de la vie sociale
3. La course vers la ville
 - 3.1. Centre de toutes les affaires
 - 3.2. Espoir, liberté et développement
 - 3.3. La situation des jeunes dans les villes africaines
4. Visage de l'Eglise en Afrique Noire

B. ORIENTATIONS POUR UN ITINERAIRE DE FOI

1. Bref aperçu de l'histoire du SCEAM
2. La Proclamation de la Bonne Nouvelle du Salut
3. L'Inculturation

4. Le Dialogue
- 5 La Justice et la Paix
6. Les Moyens de Communication Sociale

CONCLUSION

INTRODUCTION

Au lendemain des indépendances, les peuples africains n'imaginaient pas leur avenir autrement que dans le plein épanouissement de la démocratie. Pourtant, au cours des trente années qui se sont écoulées, ils n'ont pas connu beaucoup de tranquillité ni tellement de liberté. Aujourd'hui encore, ils n'ont que peu de voix pour parler aux grandes puissances de ce monde.

Ils ont longtemps souffert sans rien dire: les guerres absurdes, les régimes répressifs, les rivalités tribales, les famines régulières, les coups d'Etat sanglants, les privations multiples, la misère avilissante, les crises de tous genres... et puis, ils en ont eu assez. Ils ont entendu parler de la Roumanie et de tout l'Est de l'Europe où, en peu de temps, s'écroulait un régime dictatorial.

Alors, tout a bougé! Très vite. Au Bénin, au Cameroun, au Gabon, en Côte-d'Ivoire, au Zaïre d'abord. En Zambie, au Kenya, au Libéria, en Algérie, en Ethiopie, en Somalie, en Angola par la suite. Les étudiants, les agriculteurs, les ouvriers sont descendus dans la rue pour crier leur opposition à leurs chefs et à leurs régimes, pour réclamer plus de liberté et de bien-être.

Dans de nombreux pays, le vent de l'Est a soufflé, passant par delà les frontières héritées de la colonisation et amenant avec lui une volonté raffermie d'ouverture et de démocratie. A la base de cet ébranlement, la brutale constatation que, trente ans après les indépendances, l'Afrique n'a toujours pas réalisé les objectifs dont elle avait rêvé. Cet écart entre les espoirs de 1960 et les réalités de 1990 provoque, parmi les populations, un besoin d'explication.

Moment privilégié, l'aube de l'an 2000 voit l'essoufflement d'un modèle de gouvernement dont le principal résultat a été de conduire

à la violence, à la paralysie économique et à l'arbitraire politique. Aujourd'hui, les peuples d'Afrique essaient tant bien que mal de se fixer de nouvelles priorités liées au développement du continent et recherchent les moyens de les mener à terme. Dans la fièvre et l'enthousiasme – mais aussi dans la répression parfois meurtrière – ils posent les fondations encore fragiles de régimes démocratiques. De nouveaux dirigeants émergent.

L'Afrique a les moyens humains nécessaires pour relever les défis présents. A elle de tout mettre en oeuvre pour réussir. Au monde de la respecter et de lui faire justice.

A. DESCRIPTION DES CONTEXTES ET DÉFIS

1. *L'Afrique « indépendante » a trente ans*

Depuis trente ans, l'Afrique est indépendante... mais depuis trente ans aussi, elle est dépendante. Politiquement et socialement. Il est vrai que, peu préparés à leur nouvelle « liberté », les pays africains se sont retrouvés, au lendemain des indépendances, démunis et faibles devant la lourde tâche de construire une nation et de s'affirmer dans le monde. Leurs dirigeants, souvent cupides et autoritaires, ne les ont guère aidés.

Mais aujourd'hui, lassés de n'être que des « assistés » sur le plan international, forts des succès remportés par les peuples de l'Est dans la lutte pour la démocratie, les Africains ont, eux aussi, décidé de réagir.

1.1 *Qui a lancé le mouvement?*

Sur le plan psychologique, toute l'Afrique est devenue indépendante à partir du moment où le Général de Gaulle, dans son discours de Brazzaville en 1958, offrit aux colonies françaises le choix entre la souveraineté et l'union avec la métropole, à l'image du Commonwealth.

En accordant l'indépendance aux colonies françaises, de Gaulle donna l'indépendance à toute l'Afrique. Psychologiquement, la brèche était ouverte, le mot magique était lancé et, à moins d'engager des forces armées considérables, plus personne ne colmaterait la percée.

La Grande-Bretagne, de son côté, très marquée par la révolte des Mau-Mau au Kenya, n'insista pas quand les autres colonies réclamèrent leur indépendance. La Belgique céda à la première secousse: les troubles du 4 janvier 1959 à Kinshasa suffirent à ébranler l'édifice. Seul le Portugal s'accrocha; il lutta jusqu'en 1974, prétendant qu'il devait continuer sa mission séculaire « civilisatrice et évangélistrice » au milieu d'une Afrique devenue indépendante et, de ce fait, vouée au communisme et à quelques autres démons. Objectivement, beaucoup de pays n'étaient pas mûrs pour l'indépendance. Pourtant, je crois encore que l'indépendance n'a pas été octroyée trop tôt: elle a été préparée trop tard.

En trente années d'indépendance, l'Afrique n'a pas connu beaucoup de tranquillité et pas tellement de liberté, mais tout ce qui lui est arrivé – non sans cause extérieure – peut lui servir de leçon pour les années à venir.

1.2. *L'Afrique en miettes et en recherche d'unité*

En général, les pays africains sont peu habités, beaucoup trop faibles et d'un maigre poids politique. En effet, au moment de l'indépendance, les grands blocs francophones sont tombés en miettes: l'Afrique Occidentale Française (AOF) en 10 pays différents, l'Afrique Equatoriale Française (AEF) en 6 pays. Les trois pays de la communauté de l'Est africain se sont séparés: le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. La fédération des deux Rhodésies et du Nyassa s'est disloquée et a donné naissance à trois pays indépendants: la Zambie, le Malawi et le Zimbabwe. Seuls le Nigeria (115 millions d'habitants), et le Zaïre (35 millions), immenses en territoire et en richesses minières, ont pu garder leur unité, malgré les tentatives de sécession, s'assurant ainsi la possibilité de devenir de grandes puissances.

Pour le reste, c'est l'émiettement: une cinquantaine de pays, dont les frontières traversent peuples et tribus, les frontières naturelles étant très rares; des pays fabriqués de toutes pièces, artificiellement, souvent peuplés d'ethnies traditionnellement opposées entre elles, sans le moindre sentiment national.

Plusieurs n'ont guère de moyens de vivre: le Cap-Vert, la Guinée-Bissau, la Guinée Equatoriale, les Comores... A quelques exceptions près, les pays africains sont d'un poids économique fort limité; leur poids politique n'est pas très lourd non plus. Se sentant terriblement démunis et faibles devant la tâche énorme de construire une nation et de s'affirmer sur le plan international, les leaders africains vont se réunir à Addis-Abeba, où ils vont créer, le 26 mai 1963, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), pour unir leurs faiblesses et tenter d'en faire une force qui parlerait d'une seule voix à l'ONU et dans les autres réunions internationales.

Sur le plan politique, pendant toutes ces années, l'OUA s'est donné l'illusion d'être active en se bornant à dénoncer régulièrement les atrocités de l'apartheid – c'était le seul point, ou presque, sur lequel on était d'accord – mais maintenant que cet apartheid est en voie de disparition, l'OUA se doit de trouver d'urgence d'autres objectifs, réellement liés au développement du continent.

1.3. *L'aide qui vient de l'extérieur*

Les pays africains forment une grande famille au sein de l'OUA. Un certain nombre appartiennent en outre à la Ligue arabe. Un autre groupe tente, sous l'impulsion du Président Mobutu, de lancer la LENA (Ligue des Etats noirs d'Afrique), mais ces tentatives n'ont pas encore pu se concrétiser dans une organisation structurée. Curieusement, tous les protagonistes de la LENA entretiennent des relations avec Israël, n'aiment pas trop l'influence des Arabes dans l'OUA et sont des amis des Etats-Unis...

En 1973, presque tous les pays africains sauf le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Swaziland et l'Afrique du Sud, avaient rompu

avec Israël. Au cours des dernières années, certains ont renoué avec l'Etat juif: le Zaïre d'abord, puis le Libéria, la Côte-d'Ivoire, le Togo, le Cameroun, la République centrafricaine, le Kenya et enfin, dernièrement l'Ethiopie.

Jusqu'en 1970, Taiwan entretenait des relations diplomatiques avec 18 pays africains, alors que Pékin n'entretenait des relations qu'avec 17 pays. Cependant, à l'époque où la CEE a délaissé Taiwan pour s'installer à Pékin, presque tous les africains l'y ont suivie.

La Chine communiste est maintenant présente dans 30 pays africains. Les Chinois construisent des routes, des stades, des halls de conférences; ils plantent le riz et la canne à sucre; ils envoient des équipes médicales. Bref, la Chine travaille bien en Afrique; sa coopération est discrète et bon marché, mais distante. Ce bon travail sur place a cependant été terni récemment par les mauvais traitements dont se plaignent les 1500 Africains qui étudient en Chine.

Apparemment, les Etats-Unis ne se montrent guère intéressés par l'Afrique. Leur façon d'aider le continent est énigmatique et souvent incompréhensible. Par exemple, le Libéria et le Soudan, deux régimes pourtant peu recommandables, ont été longtemps parmi les pays les plus favorisés.

L'aide des Etats-Unis à l'Afrique diminue chaque année: de 1,256 milliards de dollars en 1985 à 832 millions de dollars en 1987, et de 613 millions de dollars en 1990 à 600 millions (prévus) pour 1991.

L'URSS, de son côté, est en train d'abandonner complètement l'Afrique. L'URSS en a assez de la guerre en Ethiopie, qui lui a déjà coûté environ 10 milliards de dollars, sans aucun résultat. D'autre part, les techniciens russes ont quitté le Mozambique et sont en train de plier bagage en Angola. L'ANC de l'Afrique du Sud sait depuis un certain temps, elle aussi, qu'elle ne recevra plus d'armes de l'URSS.

L'aide russe à l'Afrique a consisté presque uniquement en livraisons d'armes; les dettes de l'Afrique à l'égard de la Russie sont essentiellement des dettes militaires. Enfin, c'est l'apparition de Gor-

batchev à la tête de l'URSS qui a permis les changements en Europe de l'Est et ces changements à leur tour sont la cause principale des grands bouleversements que connaît l'Afrique d'aujourd'hui.

1.4. *L'Afrique devra se débrouiller seule*

Trente ans d'indépendance politique... cela voulait dire surtout un drapeau à soi, une monnaie à soi, une armée à soi, des timbres-poste à soi, des ministres, un président, c'est-à-dire toutes les apparences de l'indépendance. Mais on a vécu en même temps une dépendance terrible: économique, pour le prix des matières premières; sociale, à l'égard de sa propre classe dirigeante (devenue très riche en peu de temps, de pauvre qu'elle était, tout comme le peuple, en 1960); politique, à l'égard des anciens colonisateurs.

Un exemple: à deux reprises, l'OUA ne put se réunir faute d'accord entre les membres: on trébucha une première fois sur l'affaire du Tchad; une autre fois, ce fut sur la candidature de Kadhafi à la présidence de l'OUA. Pour ces deux années-là, le seul lieu de rencontre possible, pour les leaders africains, fut le sommet franco-africain. Il était sans doute heureux qu'ils pussent se rencontrer quelque part, mais il n'est pas normal que cela dût se passer en Europe.

1.5. *Assez de souffrances!*

Pendant trente ans, l'Afrique a été aidée... mais on a fait des Africains des « assistés », des mineurs, des mendiants; et leurs maladies ne sont pas guéries, au contraire. Comment ne pas s'émouvoir en écoutant la liste des multiples maux qui affectent le continent africain: effondrement des prix des matières premières, démographie galopante, désastre écologique, dévaluation continuelle, dette proportionnellement la plus lourde du monde, ravages du sida...,

Les peuples africains ont observé comment leurs présidents dirigeaient leurs pays, parvenaient au pouvoir par un coup d'Etat, se remplissaient les poches, puis celles de leur famille.

Ils ont courbé l'échine, bien que leur situation s'aggravât chaque jour. Ils ont vu des millions de réfugiés sur les routes de la famine (selon l'OUA, 17 millions d'Africains ont quitté leur pays ou sont exilés à l'intérieur de leurs propres frontières). Ils ont tout avalé, les guerres absurdes et les rivalités meurtrières, et puis, un jour, ils en ont eu assez.

Ils ont entendu parler de la Roumanie et de Ceaucescu (le transistor est partout) et de tout l'Est de l'Europe qui s'est écroulé en quelques semaines. C'est donc que ces peuples de l'Est n'étaient pas si impuissants face à leurs dictateurs. Alors, tout a marché très vite. Au Bénin, on a proprement mis de côté, sans effusion de sang, le dictateur impitoyable, Kérékou. Puis, ce furent les émeutes de Port-Gentil, au Gabon, au mois de mai. Ce furent les émeutes de Bamenda, au Cameroun, et la mort de six étudiants au cours d'un meeting. Puis ce fut la Côte-d'Ivoire: manifestations de rue, grèves multiples et mouvement dans l'armée. Et que dire du Zaïre, où les étudiants, à Kinshasa, puis à Lubumbashi, à Bukavu, à Kisangani, se révoltèrent, pour être ensuite écrasés brutalement?

On disait d'abord que seule l'Afrique francophone bougeait, et encore seulement les pays francophones les plus riches. Mais maintenant, c'est surtout l'Afrique anglophone qui est en ébullition, contre deux présidents chevronnés qu'on croyait populaires: Kaunda de Zambie et Arap Moi du Kenya. Dans les deux pays, on compte au moins une vingtaine de victimes, la presse est muselée, des opposants sont arrêtés.

En Somalie, le président Barre, conspué par son propre peuple, croit devoir réagir en faisant tirer sur la foule dans le stade de Mogadiscio. Bilan: 60 morts. En Angola, par la voix de ses évêques, le peuple réclame la paix à haute voix: « Les responsables politiques ne sauraient s'arroger le droit de continuer d'immoler les fils et les filles de l'Angola sur l'autel des intérêts partisans. Ils ne sont pas propriétaires de l'Angola. »

Il est vraiment remarquable que les évêchés africains se trouvent tout à coup en première ligne dans le combat pour la démocra-

tie, pour les droits de l'homme, pour le multipartisme. On les croyait occupés uniquement d'inculturation, de liturgie africaine, de théologie africaine, oubliant l'engagement pour une libération réelle du peuple. Les voici engagés à fond, avec des documents souvent remarquables: les évêques du Zaïre (à deux reprises), ceux du Cameroun, ceux de la Côte-d'Ivoire, ceux du Kenya.

1.6. *Vers l'indépendance?*

Après trente ans d'indépendance, l'Afrique enfin devient indépendante. Elle n'a pas encore résolu ses problèmes fondamentaux, loin de là, mais elle est en train de prendre son avenir en mains. L'Afrique reprend le pouvoir aux usurpateurs (24 présidents militaires sont arrivés au pouvoir après un coup d'Etat) pour le rendre au peuple. Mitterrand a eu le courage de prononcer à La Baule des mots justes, l'ambassadeur des Etats-Unis annonce la même chose au Kenya: L'aide sera supprimée s'il n'y a pas un début de démocratisation. Ce que cela veut dire maintenant, concrètement, dans chaque pays en particulier, personne ne peut le formuler. Le multipartisme immédiat n'est pas encore une garantie de démocratie; le multipartisme n'est d'ailleurs pas réalisable immédiatement dans tous les pays. Mais le peuple suit le processus de près; il ne se laisse plus duper.

Au Zaïre, les gens ont très vite compris qu'on les roulait, que le discours présidentiel du 24 avril dernier était contredit par celui du 3 mai. Edem Kodjo, politologue neutre vivant à Paris, a très bien remarqué que le « processus engagé par Mobutu relève davantage de la médiacratie que de la démocratisation ». Ce qui importe, c'est que les intérêts des gens simples doivent primer, que les pauvres ont assez souffert, alors que des milliards venus d'Afrique sommeillent dans les coffres-forts suisses.

En 1960, l'Afrique était mal partie, disait René Dumont, et il avait raison. Il se peut que 1990 soit le point de départ de la vraie indépendance, partant des besoins réels des gens de la base, qui auront leur mot à dire, à tous les échelons du pouvoir. A-t-on perdu

trente ans? Pas forcément, quand les expériences pénibles du passé peuvent servir de leçon pour les années à venir.

2. *Classes sociales et développement économique*

Nous développerons la thèse qu'indépendamment du fait qu'il y ait ou non exploitation néocolonialiste de la part de l'Occident industrialisé, la cause fondamentale du sous-développement de l'Afrique subsaharienne, et probablement de tout le Tiers Monde, est une structure sociale et politique déterminée, ainsi qu'une répartition de la population en groupes sociaux qui rendent très difficile, sinon impossible, le développement économique.

La structure socio-économique de ces pays pourrait se comprendre par le schéma suivant, très simplifié, mais qui reflète avec assez de clarté la situation réelle. En termes généraux, l'économie et la société de ces pays sont composées de trois secteurs principaux: un secteur productif, un secteur privilégié et une classe commerçante exportatrice de capital.

2.1. *Secteur productif*

L'immense majorité du secteur productif est formée par l'éternelle paysannerie noire, avec une exploitation agricole généralement réduite, dont le produit est destiné principalement à la consommation familiale et à celle de la famille étendue en cas de besoin.

Cette exploitation agricole produisant très peu d'excédents commercialisables, le paysan dispose de très peu de capital et, ce qui est plus important, continue d'utiliser une technologie rudimentaire. Le petit excédent de production qu'il peut vendre sert à payer les impôts, les habits, les bijoux des femmes et quelques objets d'usage domestique.

Mais il existe une exception importante à ce schéma: les agriculteurs qui cultivent les cacahuètes, le cacao, le café et d'autres produits tropicaux destinés à l'exportation. Là, il ne s'agit plus d'agriculture de subsistance, mais de production pour le marché. Dans certains pays

(au Sénégal avec la cacahuète; en Côte-d'Ivoire, au Ghana, au Bénin, au Togo, avec le cacao et le café), des paysans constituent une part importante de la population agricole.

Appartiennent aussi au secteur productif les commerçants et transporteurs privés qui fournissent aux paysans le peu qu'ils achètent et qui commercialisent. Ces commerçants sont riches, ou du moins aisés; ils ne sont généralement pas noirs, mais libanais en Afrique francophone ou indiens dans les pays anglophones. Ils se sentent étrangers au pays; en réalité, ce sont des colonisateurs, différents des précédents et économiquement supérieurs à la masse de la population noire, bien que soient noirs ceux qui détiennent le pouvoir politique.

2.2. Secteur privilégié

Face au secteur productif, le secteur privilégié, composé surtout de fonctionnaires civils, de militaires et de policiers, ainsi que d'ouvriers et de techniciens des entreprises du secteur public et des industries nationalisées. Le caractère privilégié de ces derniers découle de l'existence d'une législation du travail fort paternaliste, qui rend difficile le licenciement.

On comprend que les dirigeants indigènes, récemment arrivés au pouvoir avec l'indépendance, aient voulu, s'ils étaient partisans de l'économie de marché, créer une bourgeoisie noire autochtone qui remplacerait la blanche. S'ils étaient marxistes et partisans de la nationalisation de l'économie, ils essayèrent de remplacer les entreprises privées par des entreprises d'Etat.

Dans le premier cas, on adopta une joyeuse politique de crédits pour accorder des facilités aux nouveaux entrepreneurs noirs, politique qui conduisit à l'échec: on ne forme pas un homme d'affaires du jour au lendemain. Cet échec est la cause fondamentale de l'actuelle crise bancaire que connaissent beaucoup de pays francophones. La politique de nationalisations à outrance conduit à un échec encore plus grand.

Le second groupe du secteur privilégié est formé par les ouvriers

des entreprises d'Etat, qu'il est très difficile de licencier, même quand ils sont en surnombre. On comprend que les nouveaux gouvernants de l'Afrique noire, pour la plupart formés en Europe où la méfiance envers le patron exploiteur et le progressisme, marxiste ou non, constituaient l'orthodoxie des universités aient promulgué une législation du travail qui rendait difficile le licenciement.

2.3 Commerçants exportateurs de capital

Il nous reste à parler du troisième des secteurs principaux: la classe des commerçants exportateurs de capital, qui se confond en partie avec les secteurs précédents. Elle est composée des commerçants petits et moyens, libanais ou indiens, qui ont appartement et compte bancaire en Europe, et des grands commerçants importateurs et exportateurs, libanais, indiens ou noirs, très liés aux centres de pouvoir, avec d'énormes fortunes et des comptes bancaires en Suisse.

Cette classe commerçante est un obstacle énorme au développement économique, non qu'elle soit inefficace, mais parce qu'elle n'a pas confiance en la stabilité politique du pays et qu'elle exporte en Europe le capital qu'elle peut accumuler. L'accumulation primitive de capital et son investissement sur place, indispensable au développement économique, devient donc impossible.

2.4. Autres facteurs responsables du sous-développement

Facteurs endogènes: Les principaux facteurs endogènes sont:

1. La faiblesse de la classe moyenne noire dans les entreprises et la bureaucratie. Dans l'Afrique subsaharienne, il n'existe presque pas de bourgeoisie d'affaires autochtone capable d'accumuler du capital dans le pays. Il n'y a pas non plus d'administration publique suffisamment préparée pour nationaliser les entreprises, intervenir intensément dans l'économie et, à défaut de bourgeoisie d'affaires, se charger d'accumuler du capital.

2. La solidarité de la famille étendue constitue un frein considé-

nable pour le développement. Dans ces pays, la famille consent d'énormes efforts pour envoyer à l'école et à l'université l'enfant doué qui obtiendra un poste dans l'administration, avec un revenu garanti. Quand il l'a obtenu, le bénéficiaire est obligé d'aider et même d'entretenir, en période de vaches maigres, toute la famille étendue: oncles, cousins, neveux, etc. Cependant, cette solidarité a aussi des conséquences positives; on pourrait même dire qu'elle est nécessaire puisqu'elle remplace une sécurité sociale très défectueuse et même souvent inexistante.

3. La corruption de l'administration. Elle est une conséquence des deux facteurs précédents et du manque de sens national; c'est aussi un autre frein au développement économique. Dans beaucoup de pays africains, les salaires des fonctionnaires sont bas et se paient parfois avec des retards qui vont jusqu'à un an. Entre-temps, le fonctionnaire doit vivre. Il ne sera pas déconsidéré socialement s'il se « débrouille » par des moyens peu orthodoxes;

4. Le tribalisme. Il ne constitue pas seulement un obstacle considérable pour une bonne administration: il peut, dans certains cas, conduire à d'atroces conséquences. Les cas les plus terribles sont ceux du Rwanda et du Burundi.

5. Le racisme, dans son sens général de discrimination envers une race supposée inférieure. Bien que généralement on applique le terme pour désigner le racisme du Blanc envers le Noir, le concept s'applique aussi bien quand il s'agit de discrimination entre Noirs.

Facteurs exogènes:

1. La crise du pétrole de 1973 à 1979. Pour l'énergie dont ils ont besoin, les pays subsahariens, à l'exception de quelques-uns, comme le Nigéria, le Cameroun et le Gabon, dépendent exclusivement du pétrole importé. Leur balance des paiements connaissait déjà de sérieux déficits; avec la multiplication par dix du prix du pétrole, ces déficits devinrent insoutenables, d'autant plus que les pays industrialisés, importateurs de produits exotiques et de matières

premières, étaient eux aussi frappés par la crise; ils réduisirent donc leur demande.

2. La baisse du prix des matières premières, due d'abord à la crise du pétrole puis à l'excès d'offre des produits tropicaux à cause d'une extension démesurée des plantations, elle-même provoquée par les prix intéressants de la décennie précédente.

3. La politique agricole de la CEE: les produits alimentaires locaux ne peuvent rivaliser avec les excédents de céréales exportés en dumping par la CEE, à des prix de loin inférieurs à ceux qui sont payés aux producteurs européens. Les villes d'Afrique noire sont nourries en grande partie par ces importations qui, si elles soulagent la faim des citadins pauvres, découragent la production locale et augmentent aussi le degré de dépendance envers l'aide internationale.

4. Enfin, un facteur qui est aussi une conséquence des précédents: l'énorme dette extérieure, dont les services absorbent la plus grande parties des revenus des exportations de ces pays, dette qu'ils ne peuvent payer, qu'il faut régulièrement réviser et qui augmente sans cesse.

2.5 Résultats désastreux

L'évolution décrite plus haut entraîne aussi, comme autre conséquence, le déficit chronique de la balance des paiements. Dans ces pays, l'agriculture, quelques progrès qu'elle puisse faire, ne sera jamais suffisante, d'autant plus que la population augmente énormément.

Autre conséquence, également pernicieuse, de l'évolution que nous avons décrite: le peu d'efficacité des injections de capital effectuées dans l'économie de ces pays.

2.6. *Conséquence sociale de la crise économique: déstructuration de la vie sociale.*

Le sous-développement dont souffrent les pays africains a pour conséquence qu'une petite partie de la population s'enrichit tandis que la grande majorité des habitants s'appauvrit et tombe dans la misère.

Cette misère économique est source de beaucoup de débrouillardise et d'invention de mille moyens pour arriver à vivre quand même, mais elle est source aussi de recours à des moyens peu honnêtes, dont le plus lamentable sans doute est, pour les femmes et les filles, la prostitution.

D'autre part, la crise économique n'est pas la seule cause du mal social. Il y a d'autres facteurs qui contribuent à désaxer la vie sociale en Afrique.

Il y a d'abord le fait du mélange des populations (ethnies) notamment dans les villes, et le fait que les personnes n'ont pas été formées à une solidarité autre que la solidarité familiale, clanique ou tribale. Il n'y a pas de solidarité nationale malgré les efforts que le parti unique a pu faire en ce sens. Quant à la solidarité entre chrétiens ou entre musulmans, il est difficile de dire dans quelle mesure elle est efficace.

Il y a aussi l'exemple donné par les grands, qui profitent de leur pouvoir pour s'enrichir et enrichir leur famille. L'exemple est contagieux.

Et ce n'est pas qu'un exemple. En Amérique latine, la théologie de la libération a dénoncé le fait que la corruption généralisée est un système qui vient d'en haut et dans lequel les inférieurs sont entraînés presque malgré eux. Le système de corruption généralisée est voulu et entretenu par les grands; Il leur sert de protection contre les accusations qui viendraient de leurs inférieurs: il rend les inférieurs solidaires de la corruption des grands. Il semble qu'il en aille de même en Afrique. Il semble que les autorités tolèrent les abus parce que elles-mêmes en profitent.

Au cours de la XIIe Semaine Philosophique de Kinshasa (26

nov.-2 déc. 1989) plusieurs philosophes ont critiqué sévèrement les idéologies politiques africaines en disant qu'elles sont porteuses de corruption par leur tendance à absorber tous les autres discours, ou encore qu'elles sont mystificatrices et servent à masquer la domination et l'exploitation par une classe sociale.

Le résultat de cet ensemble de facteurs est, à une très large échelle, une exploitation de l'homme par l'homme, adoptée comme par système par la plupart des gens. « Quiconque, disait Mgr Kabanga, archevêque de Lubumbashi, dans une lettre célèbre publiée il y a déjà 15 ans, quiconque obtient une parcelle d'autorité, ou quelques moyens de pression, en profite pour pressurer les gens et les exploiter, dans le milieu rural plus particulièrement ». La situation n'a pas changé depuis lors.

3. *La course vers la ville*

Aujourd'hui, 32% des Africains vivent en ville. En l'an 2000, ils seront 42%. La forte croissance urbaine associée à la faiblesse du niveau de vie provoque une véritable explosion des métropoles qui, chaque décennie, doublent, triplent, voire même quadruplent le chiffre de leur population. Ce phénomène s'explique notamment par l'immigration intérieure.

La population rurale, les jeunes surtout, affluent vers les cités pour y chercher un emploi, une école ou de meilleurs revenus. Mais les conséquences de cette croissance des villes sont multiples: chômage, propagation du sida, augmentation de la délinquance et besoin de plus en plus pressant de services sociaux et de logements.

La pyramide des âges d'une ville africaine est généralement structurée comme suit: 85% des citadins ont moins de 30 ans; 30% de ceux-ci sont âgés de 20 à 30 ans; les adultes qui ont entre 30 et 50 ans constituent 10% de la population; ceux de plus de 50 ans ne représentent que 5%. Ce déséquilibre des âges et des sexes est à l'origine de bien des problèmes, souvent liés à la morale sexuelle et familiale. Cependant, là n'est pas la seule pierre d'achoppement de la croissance galopante des villes d'Afrique. Une de ses conséquences

les plus directes est un énorme besoin de services sociaux et de logements. Les bidonvilles démesurés qui encerclent les cités témoignent de leur absence.

Ce flux de main-d'oeuvre jeune, bon marché et non qualifiée, en quête d'un emploi éventuel, modifie la production urbaine et l'équilibre entre les activités économiques. Ces dernières iront-elles à la hausse ou à la baisse? Nul ne le sait. Mais ce qui est certain, c'est que le nombre de chômeurs et de sous-employés augmente de façon significative.

3.1. Centre de toutes les affaires

Les villes sont des marchés: des marchés de produits, des marchés de travail et des marchés financiers. Elles sont aussi des marchés d'idées. C'est là que naît un monde en cours de modernisation, ce qui explique qu'en Afrique la ville se confond avec le monde développé.

Les villes sont des centres de communications sociales, de technologies d'information et de télécommunications à travers lesquelles se transmettent des idéologies et des concepts nouveaux. Elles sont aussi des terminaux ou des gares de transit dans le réseau des canaux d'importation et d'exportation.

Les villes sont aussi des centres d'enseignement supérieur et spécialisé. On peut sans doute affirmer aujourd'hui, en Afrique, enseignement et urbanisation coïncident. Le système éducatif urbanise les jeunes et leur donne une conscience urbaine, les préparant à un travail dans la cité. C'est pourquoi les centres d'enseignement supérieur, et beaucoup d'autres d'enseignement secondaire, sont situés dans les villes. Ils ont un besoin réel de moyens particuliers que seule la métropole peut leur procurer: bibliothèques, laboratoires, musées et centres culturels.

Les villes sont encore des concentrations de richesses. Les activités bancaires et financières y ont lieu. Les fonctionnaires, les professeurs et les travailleurs sociaux doivent s'y rendre pour recevoir leurs salaires, les cours de formation, leurs nominations et leurs mutations.

Les villes sont des centres de marché de l'emploi: elles offrent les postes de travail; c'est là qu'il faut aller pour recevoir la formation adéquate et c'est là aussi qu'a lieu la sélection du personnel.

Finalement, les villes sont des marchés dans le sens littéral du terme: c'est-à-dire des centres de distribution d'articles divers, qu'ils soient de production locale ou d'importation.

3.2. *Espoir, liberté et développement*

La ville offre aux migrants, en plus d'un enrichissement personnel, une promesse de liberté et une multiplicité de choix; elle est une formidable addition de projets divers, fruits de la collaboration entre les hommes; elle représente enfin un immense bond en avant dans l'histoire de la coopération humaine.

Les observateurs occidentaux ont l'habitude d'affirmer qu'en Afrique il y a conflit entre les intérêts urbains et ruraux. Mais on ne peut prétendre que la croissance urbaine doive suivre partout les modèles historiques occidentaux. Au contraire: les villes africaines se différencient nettement de celles des autres continents par les liens économiques qu'elles entretiennent avec les zones rurales.

Ainsi, la croissance urbaine est une composante nécessaire, sinon cruciale, du développement de l'agriculture. Telle est la dure réalité. Le secteur agricole de l'économie nationale est presque entièrement dirigé par une élite urbaine et par un capital, une planification et une technologie qui viennent des villes et sont conduits par elles.

3.3. *La situation des jeunes dans les villes africaines*

Des enquêtes faites auprès des jeunes dans les villes africaines se dégagent les conclusions suivantes:

1. Les jeunes vivent un *conflit interne*.

Les jeunes vivent d'une façon particulièrement intense la tension interne entre la tradition et la modernité.

L'urbanisation et la scolarisation font que leur façon de vivre et de penser est plus influencée que celle des adultes par la modernité,

telle qu'elle se présente à eux à travers les médias, l'enseignement, l'économie, la technologie. Mais cette influence n'est pas toujours profonde. Elle se situe plutôt au niveau intellectuel et technique, tandis qu'en profondeur la culture traditionnelle continue à les imprégner. Cela se manifeste par exemple par le grand succès que les sectes, plus africanisées que les grandes Eglises, ont auprès d'eux. Ils éprouvent la fascination de la modernité, d'une modernité idéalisée, dont ils ressentent en même temps le caractère irréalisable.

2. Les jeunes vivent d'une manière particulière le *conflit des générations*.

En Afrique, conformément à la culture traditionnelle, les jeunes ne sont pas pris en considération par les adultes. Ce sont les adultes seuls qui ont tout à dire.

D'autre part, les jeunes sont plus influencés que les adultes par la culture occidentale. Et bien plus que les adultes ils se sentent chez eux en ville. Ils s'éprouvent comme de vrais citadins.

Plus que les adultes, les jeunes aspirent à participer à la création d'un autre monde, plus juste, plus libre et plus fraternel. Mais ni les modèles traditionnels ni la mentalité moderne ne peuvent leur donner des solutions et des modèles de vie.

L'urbanisation, l'industrialisation et la scolarisation ont bouleversé les rapports entre les jeunes et leurs familles. Leur refus des modèles traditionnels et leur ouverture au monde moderne les mettent souvent en conflit avec leurs familles restées plus traditionnelles.

Le fossé entre les générations constitue un problème de société qui ne peut trouver de solution que par une attitude pédagogique de patience, d'écoute et de respect réciproque. Le problème fondamental pour l'éducateur est de voir comment il est possible d'aider les jeunes à en venir à participer effectivement à la construction de leur propre devenir social et au vrai progrès du pays. Sans cela, les jeunes risquent de devenir une masse dangereusement marginalisée, indifférente ou révolutionnaire.

4. *Visage de l'Eglise en Afrique Noire*

En Afrique, les évêques ont pris l'initiative de promouvoir la création de Communautés ecclésiales vivantes organisées par quartier.

En Amérique latine, les communautés de base sont issues vraiment de la base, tandis qu'en Afrique les C.E.V. ont été créées à la demande des évêques en vue de susciter par elles une africanisation des expressions de la vie chrétienne. Et de fait, elles y ont contribué et elles ont renforcé le caractère populaire que la hiérarchie elle-même désire pour l'Eglise-institution.

En même temps, dans les paroisses, de nombreuses fonctions, de nombreux ministères se sont créés, comme par exemple ceux de responsable de la catéchèse, de la liturgie, de trésorier, de conseiller matrimonial, de directeur de la chorale, de responsable du secours social, et il y a un laïc (coordinateur) chargé de coordonner toutes les activités paroissiales. Ces agents ne sont plus considérés comme étant au service du missionnaire ou du prêtre, mais comme étant au service de la communauté paroissiale. Il y a même un bon nombre de paroisses dont le responsable principal n'est pas un prêtre, mais un laïc.

Résultat de cette évolution: la communauté locale s'est trouvée fortement renforcée en même temps que la figure du laïc et son rôle dans la vie de l'Eglise.

En Afrique, communauté veut dire « aide mutuelle ». On accepte sans honte de demander de l'aide (c'est là apprécier celui à qui la demande est faite) et les Africains consentent de vrais sacrifices pour soutenir leur communauté ecclésiale, notamment en payant la dîme.

Dans sa vie religieuse l'Africain est expansif (cf. le rite zaïrois), il aime manifester extérieurement et souvent bruyamment et collectivement ses sentiments religieux. Il montre en cela une très grande créativité, notamment dans la création de musiques religieuses et de chants religieux.

Le succès extraordinaire des sectes et des groupes de prière charismatique (approuvés ou non) s'explique en grande partie par le fait que l'aspect populaire, communautaire, fraternel et expansif y est

mieux réalisé, par le fait qu'on y jouit d'une plus grande liberté d'expression de la foi et d'un plus grand esprit d'accueil et d'entraide.

Ajoutons que, même les chrétiens appartenant aux grandes Eglises sont souvent partagés, dans les cas difficiles, entre la foi en Jésus-Christ et le recours aux fétiches et aux rites de guérison traditionnels.

Ces faits montrent l'urgence d'une seconde évangélisation, plus profonde que la première.

Depuis 30 ans l'Eglise s'est faite, en Afrique, la promotrice d'un développement agricole auquel participerait l'ensemble de la population. Cet effort n'a pas été sans résultats. Bien des petits paysans ont compris qu'il y avait intérêt à produire davantage et ils s'y sont mis sérieusement. On a essayé de développer en évangélisant.

Par contre le mouvement de revendication de la justice, l'appel à la lutte pour la justice et à un effort pour influencer la politique en ce sens s'est dessiné assez tardivement.

M. Zulu, président d'une paroisse à Dar es Salam disait: «Toutes ces choses comme *défendre la justice et influencer la politique*, C'EST QUELQUE CHOSE DE MODERNE, PRESQUE UN NOUVEAU CHRISTIANISME, différent de celui qu'on nous enseignait quand j'étais jeune». Il reste encore un grand travail de conscientisation à poursuivre.

B. ORIENTATIONS POUR UN ITINÉRAIRE DE FOI

1. *Bref aperçu de l'histoire du SCEAM*

En vivant aujourd'hui les préoccupations les plus pressantes de l'Eglise en Afrique, il me semble, qu'il ne soit pas hors de propos de parler de l'Eglise en Afrique qui se prépare pour une célébration spéciale de la communion et de l'orientation d'un itinéraire de foi pour ses filles et fils africains, en marche vers l'an 2000.

En effet, depuis plus de vingt ans, les évêchés d'Afrique et de

Madagascar se sont donné une structure de concertation, le SCEAM, Symposium des Conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar. Depuis sa fondation, le SCEAM a étudié plusieurs grands thèmes touchant l'évangélisation et le développement: rôle et formation des laïcs, évangélisation dans la coresponsabilité, rapport entre justice et évangélisation, mariage et vie familiale, respect et promotion de la vie humaine, réconciliation, rôle de l'Eglise dans la promotion de l'homme en Afrique, tels sont les principaux sujets qui apparaissent à la lecture des documents du SCEAM. Les responsables de l'Eglise en Afrique estiment donc que l'évangélisation est inséparable des problèmes humains du Continent.

La huitième assemblée du SCEAM qui se tint à Lagos en 1987 effectua une évaluation du travail accompli et dégagera six priorités: première évangélisation, dialogue, inculturation, justice et paix, formation des travailleurs pastoraux, unité et communion. Le Saint-Siège annonça, le 6 janvier 1989, la convocation d'une « Assemblée spéciale pour l'Afrique du Synode des évêques » qui se traduit en langage courant par « Synode africain ».

En juin 1989, le Conseil préparatoire fixa les cinq thèmes de travail pour le Synode. Quatre d'entre eux étaient repris au SCEAM: évangélisation, inculturation, dialogue, justice et paix. Ce sont ces thèmes retenus que je voudrais développer ci-après, avec un nouveau sujet qui surgit ici naturellement, celui des médias.

2. La Proclamation de la Bonne Nouvelle du Salut

La nécessité pour l'Eglise catholique d'Afrique de donner à l'apostolat biblique une priorité pour sa mission d'évangéliser l'Afrique est aussi soulignée dans le texte des directives proposées par le Secrétariat pour la promotion de l'unité des chrétiens. Le document date de 1986 et dit en substance que l'Eglise ne doit pas être seulement un signe d'espérance pour le peuple. Elle doit aussi lui donner les raisons de cette espérance. Elle doit aider à poser les questions tout autant qu'à leur apporter des réponses. En cela, la Sainte Ecriture tient une place absolument déterminante.

L'Eglise, en ce XXème siècle finissant, est invitée par Dieu, et par les événements qui sont autant d'appels de la part de Dieu, à renouveler sa confiance dans l'action catéchétique comme dans une tâche tout à fait primordiale de sa mission. C'est pour cette raison que l'une des tâches que doit entreprendre, ou poursuivre, l'Eglise en Afrique et sa mission évangélisatrice vers l'an 2000, consistera dans la préparation de véritables catéchismes fidèles aux contenus essentiels de la Révélation et mis à jour pour ce qui est de la méthode, capables d'éduquer à une foi robuste les générations chrétiennes des temps nouveaux.

En raison de la place vitale, irremplaçable et éminente du prêtre dans la mission évangélisatrice de l'Eglise, il est naturel que la formation des futurs prêtres africains fasse l'objet de la plus grande sollicitude des Eglises particulières de ce continent.

L'attention à la formation des formateurs est naturellement une préoccupation qui s'impose en toute première priorité aux évêques, une préoccupation qui comporte deux aspects: d'abord qu'ils choisissent des formateurs en nombre suffisant parmi les prêtres qui sont les mieux préparés pour ce ministère exigeant, avec cette conviction que ce que les étudiants attendent le plus de leurs formateurs, c'est qu'ils mènent une existence authentiquement sacerdotale. Et en outre qu'ils fassent tout leur possible pour leur assurer une préparation adéquate aux divers niveaux: spirituel, pédagogique et culturel et pour les encourager à continuer à se cultiver par une formation permanente.

La formation des fidèles laïcs visera d'abord et avant tout à les rendre capables de mener une vie chrétienne authentique et cohérente. Elle s'efforcera aussi de tenir à jour et de promouvoir leur culture religieuse, sans qu'aient à en souffrir leur formation et leurs progrès dans les autres disciplines, dans leurs professions et champs d'activité.

Enfin, les évêques d'Afrique ont souvent attiré l'attention de façon explicite sur ce mystère de l'Eglise, signe et instrument de la Communion, ainsi que sur l'obligation pour l'Eglise d'Afrique de

rendre ce signe plus efficace, plus visible et plus crédible. C'est dans cette intention que la sixième assemblée plénière du SCEAM à Yaoundé en 1981 fit la déclaration suivante: «Tous s'efforceront d'éliminer les traces de racisme et de discrimination. Personne n'encouragera le tribalisme par ses attitudes ou ses propos. Au lieu de jeter de l'huile sur le feu en soulignant les défauts des autres et les antagonismes anciens ou récents, il faut prêcher la charité et l'affection mutuelles. Il faut se plaire à souligner que les qualités et les talents de chaque groupe humain concourent au bien de tous et à l'enrichissement mutuel».

3. *L'Inculturation*

L'Annonce de l'Évangile à tous les peuples de la terre est inconcevable sans l'inculturation entendue comme la synthèse de l'Évangile avec toutes les cultures du monde ou, mieux encore, la rencontre de la Bonne Nouvelle avec tous les peuples de la terre par le biais de leurs cultures. Cette rencontre entraîne un enrichissement des authentiques valeurs culturelles par leur intégration dans le christianisme et l'enracinement du christianisme dans les cultures humaines variées.

Une vraie inculturation est une richesse pour toutes les Églises particulières et pour l'Église universelle, parce qu'il s'agit d'un approfondissement de la foi. Cependant, tant que cette tâche n'aura pas été pleinement achevée, chaque Église devrait parler constamment un langage commun à toutes et rester ouverte à la correction fraternelle. Le discernement et l'appréciation de ces valeurs ne peuvent se faire au petit bonheur: cela exige une réflexion théologique, rigoureuse et structurée. Celle-ci:

- * jugera ces valeurs à la lumière de la tradition apostolique en consonance avec la doctrine des Pères de l'Église et celle du Magistère,
- * procédera à une relecture permanente des paroles et des actes révélés par Dieu et consignés dans les Écritures de manière à ac-

céder à un sens de plus en plus profond;

- * n'hésitera pas à recourir à la philosophie, à la sagesse des peuples, c'est-à-dire à leurs coutumes, leur sens de la vie et leur ordre social: ce autant pour une meilleure intelligence du message révélé que pour une évaluation critique de ces valeurs culturelles;
- * appréciera ces valeurs à la lumière d'une profonde inculturation qui embrasse tous les secteurs de la vie chrétienne.

4. *Le Dialogue*

Le dialogue est une caractéristique importante du monde dans lequel nous vivons. La révolution dans les moyens de transport et de communication sociale a rendu les gens plus proches les uns des autres à l'échelle du monde entier. Celui-ci est devenu un seul grand marché, où dialogue et rencontre sont devenus inévitables. Il n'y a plus place pour l'isolement. Aussi l'Eglise, répondant à un évident signe des temps, fait-elle du dialogue une part importante de son programme d'action dans le monde de nos jours. L'Eglise est en dialogue avec le monde moderne en général. En particulier, l'Eglise est en dialogue avec les autres chrétiens et les autres religions du monde.

Pour l'Eglise en Afrique, le dialogue est particulièrement important et vraiment nécessaire pour l'évangélisation. Ce n'est pas seulement parce que, en tant que catholiques, avec quelque 13% de la population totale, nous sommes littéralement entourés par les autres, parmi lesquels nous avons à vivre, à témoigner et à travailler pour le Royaume de Dieu. Nous remarquons aussi que le pluralisme religieux traverse souvent le milieu national, tribal et parfois même familial. Seul un authentique esprit de dialogue chez tous ceux qui sont concernés peut empêcher que de telles différences ne deviennent source de conflit et de discorde. La religion, pratiquée avec sincérité, spécialement par les chrétiens, doit conduire à la justice et à la paix entre les hommes.

Ainsi, quand on considère le dialogue avec les Musulmans en Afrique, une distinction importante doit être soulignée: Nous devons

distinguer l'islam et les Musulmans. L'islam, en tant que religion, a des positions fixées et souvent rigides, qui sont souvent inconciliables avec la doctrine et la vie catholique. Le dialogue avec l'islam est difficile. Mais les Musulmans, comme individus qui professent la religion islamique, constituent souvent une meilleure passerelle pour le dialogue, surtout quand ils sont membres de notre propre famille, de notre propre ethnie, ou concitoyens de la même nation.

En outre, les sectes et les nouveaux mouvements religieux constituent un trait commun du monde contemporain. On trouve en Afrique une grande variété de sectes et de nouveaux mouvements religieux de différentes origines: les sectes occidentales dissidentes du christianisme, provenant pour la plupart de l'Amérique du Nord; les sages non-chrétiennes d'Occident; les nouveaux mouvements religieux venus d'Orient, dont certains s'étaient d'abord implantés en Amérique du Nord avant d'entamer leur expansion mondiale; des mouvements d'inspiration islamique; et les milliers d'Eglises Africaines Indépendantes qui se sont séparées des Eglises missionnaires et ont intégré quelques aspects de la Religion Traditionnelle Africaine. Ces mouvements présentent des situations très différentes par rapport au dialogue, des situations qu'il faut connaître pour éviter des généralisations et de fausses réponses pastorales.

Enfin, l'expansion de nouveaux mouvements religieux en Afrique, dans leur ensemble, constitue un défi pastoral pour l'Eglise. Tout en offrant aux fidèles des critères pour reconnaître les « faux prophètes » et l'inconsistance de beaucoup de leurs réponses et promesses, les responsables de la pastorale devront s'interroger sur la qualité de l'inculturation du christianisme en Afrique, sur sa capacité de constituer des communautés ecclésiales vivantes, sur le rôle du laïc, sur la réponse à la soif d'expérience spirituelle et de la Parole de Dieu, sur la réponse aux grandes questions vitales posées par la souffrance, la maladie et la mort.

Le souci pastoral pour le renouveau de la communauté chrétienne doit être complété par une préoccupation sincère pour le dialogue avec les adeptes des nouveaux mouvements religieux. Même si

ce dialogue est souvent difficile à cause d'un fondamentalisme intransigeant et du prosélytisme agressif de certains groupes, il faut développer dans la communauté un esprit inspiré par l'exemple du Christ dans les rapports envers tous, en cherchant à comprendre les personnes et à dialoguer avec elles. Les églises indépendantes africaines méritent une attention particulière dans tous les cas où elles sont disposées au dialogue.

5. *La Justice et la Paix*

Le thème de la promotion de l'homme sous ses divers aspects, et de la lutte pour la justice et la paix, constituent l'un des soucis permanents de l'Episcopat d'Afrique. Par exemple, à Kinshasa, en 1984, les évêques d'Afrique et de Madagascar, dans le communiqué final de leurs travaux sur l'Eglise et la promotion humaine en Afrique, soulignaient avec force le lien entre Evangélisation et promotion de l'homme, en déclarant notamment qu'ils réaffirmaient comme option fondamentale qu'évangéliser c'est développer l'homme dans toutes les dimensions de sa vocation de fils de Dieu.

La mission confiée à l'Eglise dans le continent africain implique donc l'engagement de tous les chrétiens, évêques, prêtres, religieux et religieuses, fidèles laïcs, dans la transformation évangélique de nos sociétés.

Au sein de certaines nations, la société souffre de maux de tous genres: tribalisme, racisme, apartheid, corruption, tortures, emprisonnements arbitraires, détournement de deniers publics, asservissement et mépris de ceux-là mêmes que l'on devrait servir.

Entre nations africaines à peine sorties de dominations politiques étrangères, que de rivalités, que de querelles de frontières, avec ici et là des tentatives d'expansionnisme! Dans certains territoires, des guerres se poursuivent, soit avec appui, soit dans l'indifférence d'autres pays; aucune solution sérieuse n'est encore en vue pour le bien des peuples concernés. Une vraie solidarité internationale au service de la paix fait encore défaut.

En plus, la situation économique, sociale et politique, sociale et

politique actuelle de l'Afrique est préoccupante à plusieurs égards. L'Évangile doit prouver son efficacité dans la transformation des sociétés humaines, en travaillant à la conversion du cœur de l'homme. Dans de nombreux pays, des baptisés ont de grandes responsabilités au plan économique et politique. Dans beaucoup de pays aussi l'Église catholique représente une force potentielle considérable pour la promotion de l'homme, de la justice et de la paix.

6. *Les Moyens de Communication Sociale*

La situation actuelle en Afrique donne une importance toute particulière à certains aspects des communications sociales. Par exemple, dans la population africaine, il y a beaucoup de personnes illettrées: d'où l'importance de l'oralité et la grande influence de l'image sous toutes ses formes. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir l'engouement de la population pour la radio, le cinéma, la télévision et même la vidéo.

Notre époque est à juste raison appelée « l'ère de la communication ». Effectivement rien d'important ne se passe dans le monde sans qu'une communication audio-visuelle en soit donnée aux quatre coins de la planète. La communication est devenue de nos jours un fait social: son influence grandissante marque et modèle la culture; et qui dit culture dit pensée, vision du monde et de l'homme dans son comportement individuel et collectif. Il est dès lors urgent et impératif que les moyens de communication sociale deviennent toujours davantage des instruments efficaces d'évangélisation et de dialogue entre l'Église et la société de façon à approfondir le message de la foi. Ceci garantira une transmission fidèle de la vision chrétienne de l'humanité et du monde au peuple africain. Ce faisant, la foi en Jésus-Christ deviendra une force rassemblant l'humanité dans sa diversité (ethnique, culturelle, sociale) et aidera l'humanité à réaliser ses aspirations de liberté et de fraternité.

Fidèle à sa tradition missionnaire, l'Église en Afrique revalorisera les moyens traditionnels de communication sociale, dont la plupart continuent encore de nos jours à véhiculer la culture africaine:

contes, proverbes, « palabres », danses, mimes, théâtres, musiques, fêtes diverses, tamtams, rites traditionnels et autres modes d'expression de la vie sociale.

Etant donné l'importance des moyens de communication sociale, les Eglises locales s'efforceront d'obtenir le plus possible un accès à ces moyens qui leur permettent d'annoncer avec pleine assurance et sans obstacles la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ.

CONCLUSION

Cette brève description des contextes de certains nouveaux pays indépendants d'Afrique exprime, tant bien que mal, la situation missionnaire dans laquelle nous, salésiens, envoyés pour éduquer les jeunes à la foi, sommes appelés à travailler aujourd'hui.

Ces contextes ainsi décrits laissent transparaître des défis qui provoquent notre vocation d'éducateurs à la foi. En voici quelques-uns: la marginalité, l'exploitation de l'individu, le manque de liberté, la pauvreté toujours accentuée, la foi très superficielle, l'envahissement du sida, les autres religions, le tribalisme, le racisme.

Etant donné que les missionnaires salésiens n'oeuvrent pas en marge de la Pastorale d'ensemble des pays concernés, ils sont constamment tenus à appliquer l'article 48 de nos constitutions: « L'Eglise particulière est le lieu où la communauté vit et exprime son engagement apostolique. Nous nous insérons dans sa pastorale dont l'évêque est le premier responsable et à laquelle les directives des conférences épiscopales donnent des principes d'action à plus vaste échelle.

Nous lui ofrons la contribution de l'oeuvre et de la pédagogie salésiennes et nous recevons orientation et soutien... »

Voilà pourquoi j'avais jugé bon de vous faire part des intentions et des préoccupations de l'épiscopat africain, en préparation de l'an 2000.

Partant, les Procureurs des Missions salésiennes et les Délégués

provinciaux de l'animation missionnaire d'Europe sont plus ou moins informés des besoins et de la situation dans laquelle vivent les missionnaires des pays africains.

Ceux-ci, comment et en quelle direction peuvent-ils apporter leur aide missionnaire?

Je ne suis pas venu apporter des solutions toutes faites à ces problèmes qui se posent. Justement, nous sommes rassemblés aujourd'hui pour y réfléchir ensemble et proposer ensemble des pistes de solution d'aide à ces pays africains.

LAVORO DI GRUPPO

GRUPPO DI LINGUA FRANCESE

A. *Maniere concrete di missionarietà in Africa*

Il missionario deve avere una preparazione molto ben fatta:

- la conoscenza del paese, della lingua, costumi e usanza, è necessaria per chi vuole lavorare nel terzo mondo;
- una formazione continua;
- essere alla disposizione della chiesa locale; questo richiede un adattamento mutuo;
- essere in grado di dialogare.

B. *L'inculturazione*

- L'inculturazione è una incarnazione, fare come Cristo il Signore ha fatto.
- Aspetti urgenti: l'inculturazione della teologia, quella della catechesi.
- l'inculturazione esige una lunga via e ha bisogno di tempo per essere realizzata.

GRUPPO DI LINGUA INGLESE

A. *Maniere concrete di attuare missionariamente in Africa*

- Lavorare per i giovani e con i giovani; avere cura dei ragazzi più poveri che sono tanti.
- A causa della fame e della guerra si spopolano le campagne e si riempiono le città: l'importanza quindi per noi - già come per

Don Bosco – di occuparci di questi giovani che non hanno futuro.

- Cosa c'è per il futuro di questi giovani?:
- niente possibilità di lavoro
- prospettive di entrare in gruppi di liberazione
- scappare all'estero: rifugiati.
- Noi salesiani dobbiamo educare a un lavoro e trovare possibilità di creare lavori.

B. *L'inculturazione*

- L'inculturazione è indispensabile, ma non si deve confondere inculturazione con accettazione di tutto. Cercare di migliorare e saper far accettare valori validi che possono anche essere presenti nell'Occidente.
- Più si ama la gente, più ci si avvicina a loro più siamo accettati anche con i nostri difetti.

GRUPPO DI LINGUA ITALIANA

A. *Maniere concrete di missionarietà in Africa*

L'esperienza missionaria in Africa di tutte le Ispettorie presenti nel nostro gruppo linguistico dice che la principale via a nostra disposizione per l'azione missionaria è l'attuazione del metodo e dello stile di Don Bosco.

Anche se il rivolgerci in modo privilegiato ai giovani incontra le resistenze iniziali del mondo degli adulti, a lungo andare l'impegno per i giovani viene apprezzato e risulta efficace.

Nel concreto, la realtà dell'oratorio-centro giovanile e della scuola professionale risultano presenze adeguate ed efficaci per un cammino di fede e per la promozione umana.

In particolare, per quanto riguarda la promozione umana, si ritiene importante infondere amore al lavoro ed educare all'iniziativa

personale, per ovviare allo spirito « assistenzialistico », tentazione forte sia per i missionari che per i destinatari dell'azione missionaria.

B. *Inculturazione*

Nell'ambito dell'inculturazione ci preme sottolineare alcuni rischi concreti da evitare:

a. Rischio di renderci presenti con progetti prefissati, in tutto o in parte disincarnati rispetto alla situazione reale locale. Perciò riteniamo che i progetti debbano essere mantenuti flessibili e possibili di definizione ulteriore, frutto di cammino in loco con i destinatari.

b. Rischio di « imporre » un nostro concetto di scuola e oratorio (non in quanto salesiani ma in quanto europei). Riteniamo necessaria una programmazione a lunga scadenza che comprenda le prospettive almeno dell'immediato futuro per la zona o nazione in cui si opera. (Es.: non possiamo formare dei giovani ad un'attività che non avranno mai la possibilità di esercitare).

c. Da un punto di vista dalle presenze già in atto, ci sembra che già si sia incorsi in alcune carenze:

- le Ispettorie non sempre prevedono una sufficiente stabilità di presenza dei singoli salesiani;
- la « catechesi », come obiettivo ultimo dell'azione missionaria, non gode dell'impiego di energie adeguate (cfr. mancanza di materiale didattico « inculturato »);
- Dall'impegno lodevole di singoli confratelli si dovrebbe passare all'impegno di testimonianza della comunità salesiana in quanto tale, che dovrebbe essere soggetto di inculturazione dei valori della vita religiosa (voti-vita comune) nella cultura del popolo (Es.: la comunità dovrebbe testimoniare la povertà secondo le categorie e le forme della cultura africana locale).

GRUPPO DI LINGUA SPAGNOLA

A. *Forme concrete e realizzabili dell'azione missionaria in Africa*

Prima di tutto uno sforzo più intenso di inculturazione; è stato segnalato come negativo nelle presenze del Progetto Africa il fatto dell'improvvisazione nella preparazione dei missionari partiti delle Ispettorie spagnole, nell'inculturazione, nella conoscenza delle lingue, sebbene il lavoro realizzato è stato molto positivo per l'intenso lavoro sviluppato dai missionari « improvvisati »

Si fa notare che non sempre i collaboratori laici hanno il nostro senso di inculturazione; è necessario accompagnare bene i professori nativi e maestri delle nostre scuole, professionali o no.

Secondo: Si deve curare dall'inizio l'inserzione nella chiesa locale, anche con un profondo rispetto per il clero locale: collaborare con loro, tentare di camminare al ritmo della chiesa locale.

Terzo: Promuovere i laici e i catechisti.

Quarto: Curare soprattutto l'educazione e la formazione cristiana della gioventù.

B. *L'inculturazione*

A questa domanda rispondiamo centrando l'attenzione nei settori più che nelle regioni:

- imparare non soltanto l'inglese o francese, ma le lingue locali;
- apprezzare la cultura locale, le forme della liturgia, manifestare i nostri sentimenti di accettazione, di stima.